



## Lutte de Classes éducation Aquitaine

26 rue Paul Mamert - 33800 BORDEAUX

Tél. : 05 57 87 55 47

[ldceducaqui@orange.fr](mailto:ldceducaqui@orange.fr)

[ldc-education-aquitaine.fr](http://ldc-education-aquitaine.fr)

Janvier 2025

# POUR UN SYNDICALISME DE LUTTE

*Où en sommes-nous ?*

Sans trop de mauvaise foi, et si on part du principe que l'identité d'une organisation repose sur la continuité des personnes qui y ont milité et des idées qui y sont défendues, nous pouvons affirmer que **notre syndicat existe depuis 1997** (qui a toussé ?). Auparavant connu sous le petit nom de « SUD éducation Aquitaine », il se fait maintenant appeler, d'une manière qui se voudrait explicite, « **Lutte de Classes éducation Aquitaine** ». L'acronyme « SUD » étant devenu gênant à force de dévoiement, nous avons quitté une fédération du même nom qui a perdu toute boussole, et dont les manœuvres internes, les chasses aux sorcières, l'obsession identitaire, l'autoritarisme impensé – tous traits typiques de la dégénérescence bureaucratique – en ont fait une organisation perdue pour la lutte. *Sudeduc* finira peut-être absorbé par la CGT en même temps que la FSU, et personne ne verra la différence.

En mai 2024 lors d'un congrès de fondation, nous avons rejoint d'autres syndicats ayant effectué la même démarche que nous, et pour des raisons similaires, au sein d'une **Union LDC éducation**<sup>1</sup>. La structuration se fait petit à petit, et puisqu'il faut cent fois sur le métier remettre son ouvrage, nous tâtonnons pour trouver, sinon l'impossible formule de l'autogestion vraie, du moins des règles de fonctionnement qui nous protègent des dérives connues dans la boutique précédente – dont au moins nous savons qu'aucun adhérent LDC ne veut plus, à aucun prix.

Ce choix de refonder une structure de peu d'envergure (pour l'instant), et qui a l'important défaut de nous couper (pour l'instant) de l'interprofessionnel, peut sembler hasardeux. A l'heure où les syndicats se vident, ne faudrait-il pas au contraire aller puiser toute la force de résistance possible dans l'unité et cesser de nous disperser ?

Sans doute biloute, mais alors **selon quels principes ?** Et peut-on nous reprocher de ne pas nous satisfaire du rôle de rouage du capitalisme dévolu aux syndicats, lubrifiants des lois antisociales, invités à discuter aux tables du pouvoir de ce qui est acceptable ou pas par les travailleurs ?

Nous avons le tort, qui nous rend sans doute assez *ringards* aux yeux de certains, de penser que la société est traversée de façon centrale par un conflit qui oppose capitalistes et exploités, ou dirigeants et exécutants, ou technocrates et hommes diminués, comme on voudra, et que le niveau d'oppression ne se négocie pas, que les travailleurs ne sont pas séparés en catégories étanches de salaire et de statut mais forment un groupe aux intérêts communs, qu'il ne sert à rien de se disperser en innombrables revendications sectorielles ne servant qu'à aménager le désastre et transformer les syndicats en lobbies, mais qu'il faut s'efforcer de mener un certain combat clair – *é que s'apelerio* la « lutte des classes ».

*Sounds familiar ?*

**La classe dominante de son côté connaît une montée aux extrêmes**, visible dans son refus du moindre compromis qui limiterait sa soif de profits, sa détermination à détruire tout ce que les travailleurs/ses ont acquis par des décennies de lutte, son recours systématique aux bâtons policier et judiciaire, son pari assumé d'une remise de l'Etat aux mains de l'extrême-droite, sa conscience de ne pas rencontrer d'opposition véritablement puissante et organisée, son insistance à cacher la question sociale dans ses médias sous les incessantes guerres culturelles, etc.

Nous nous devons aussi, en face, d'être **radicaux**, c'est-à-dire aller à la racine, et d'abord de nommer correctement les choses. L'ennemi, ce n'est pas tel ou tel personnage politique, aussi détestable soit-il, c'est le *capitalisme*. Système de l'exploitation de l'homme par l'homme, de l'exploitation de la nature, à seule fin d'enrichir toujours les capitalistes. Il n'y a pas de compromis possible avec ce système qui ne sera jamais ni « à visage humain », ni « vert ». Notre but à terme est de le renverser, notre but de tous les jours est de nous défendre collectivement contre lui, et pour cela, de prendre clairement conscience de notre appartenance commune à la classe des exploités.

Dussions-nous en crever « la gueule ouverte », pour reprendre le nom d'un journal écolo réellement radical, nous ne changerions pas de conception de ce que doit être un syndicat. Et ce n'est pas parce que les autres sont nombreux à avoir tort que nous n'avons pas raison... Ou quelque chose comme ça !

<sup>1</sup> Voir sur notre site les textes fondateurs de l'Union LDC : « *Pourquoi un syndicalisme lutte de classes dans l'éducation ?* », « *Manifeste de l'Union des syndicats Lutte de Classes* », et « *Gagner... comment ? Et surtout quoi ?* ».

## NOUVELLES DU CRU

**AGEN.** Une direction d'établissement particulièrement autoritaire a initié une procédure disciplinaire contre un camarade, à qui elle reprochait d'avoir dit un peu trop haut ce que tout le monde pensait d'elle. Convoqué au rectorat, le collègue était accompagné de deux camarades du syndicat. Résultat : classement sans suite, lettre de la rectrice et encouragements à continuer « de se comporter de façon exemplaire »... Sans doute consciente de la faiblesse du dossier, mais revancharde, la cheffe en partance pour une retraite mal méritée a placé in extremis un taclé vicieux avant de sortir du jeu, en imposant une répartition de service sans queue ni tête au collègue (et conséquemment à toute une discipline). Les chefs ne sont donc pas encore tout-puissants, et une bonne défense syndicale peut encore venir à bout de leurs conduites les plus irrationnelles ; mais à la fin, ils ont quand même bien le pouvoir de nous emmerder.

**BORDEAUX.** On se souvient que dans la foulée de la première mobilisation, en 2019, vis-à-vis de la contre-réforme des retraites, des enseignants, parents et élèves, s'étaient élevés contre le lycée à la sauce Blanquer, c'est à dire toujours plus sélectif, injuste, et réduisant encore l'autonomie dans le travail. Trois de nos camarades alors à Sud éducation avaient fait l'objet d'une petite sanction – à l'instar de camarades ailleurs en France. Soutenus par le syndicat, leurs collègues et une bonne mobilisation collective, les camarades avaient contesté au TA et gagné, pour deux d'entre eux. Revancharde, le Ministère conteste sa défaite pour l'un des deux. Eh oui, la grève c'est sagement à la maison, ou en manif à l'extérieur, bien rangée, mais pas sur le lieu de travail. C'est en substance l'argument du rectorat qui prétend décider de ce qu'est une grève. Audience en cour administrative d'appel le 23 janvier.

## NOS CAMARADES PUBLIENT

*Le BH (« Bulletin (presque) honorable ») des camarades de LDC Grenoble paraît tous les deux mois environ. Disponible sur leur site (<https://ldc-education.org>), imprimable et aisé à déposer négligemment sur une table en salle des profs, il procure contentement et motivation dans la lutte à son lecteur. Le style plaintif et indigné de la totalité des feuilles de chou syndicales ne réussissant plus guère à mobiliser, essayons l'humour ? Extrait :*

### **Promotion au rayon charcuterie :**

Bayrou... Célèbre pour avoir marié la grand-mère de Jeanne Moreau en la Mairie de Pau, l'homme politique, à part ça, représente parfaitement la classe capitaliste. Barnier, lui, un.e autre ? Peu importe. Têtes de gondole au rayon boucherie-charcuterie des services publics et de nos intérêts. Qu'est-ce qui peut renverser ce système ? Rien sinon la conscience que les travailleuses et les travailleurs font partie d'une grande classe et sont capables de percevoir la solidarité de leurs intérêts et l'antagonisme de ces intérêts avec la classe capitaliste qui nous fait la guerre.

Et, pendant ce temps, les médias tout à fait neutres nous expliquent que les mesures sociales ça n'est pas raisonnable, il faut d'abord redresser l'économie, apurer la dette, penser aux investisseurs et à notre compétitivité. Ou quand ceux qui ont le compte en banque bien garni demandent à ceux qui comptent les mouches dans leur frigo de faire des efforts. On nous annonce dans l'oreillette des promos au rayon Bricolage.



## UNE ARCHIVE D'ACTUALITÉ

*Les comportements individualistes que nous observons sur nos lieux de travail sont-ils dus à la « nature égoïste » de l'être humain, comme l'affirme la vulgate libérale ? Une chose est sûre, **l'individualisation des carrières** et l'émergence continue de « sous-hiérarchies » (voyez aujourd'hui les « Pactes », les *Coordonateurs de ceci*, les *Référents de cela*, les *missions particulières à la discrétion des chefs*, etc.) ne datent pas d'hier. Cette stratégie de pulvérisation de la solidarité de classe a été pensée dès les années 1970, comme le montre la sociologue Danièle Linhart dans cet article du Monde Diplomatique de mars 2006.*

### « Tout a commencé un jour de 1972 »

L'individualisation du travail n'est pas apparue seulement en raison de la récente modernisation, liée à la crise ouverte par les nouvelles formes de la concurrence et l'évolution du marché. Elle s'est amorcée dans les années 1970, en réaction aux événements de 1968, très déstabilisateurs pour le patronat français de l'époque : la violence de la remise en cause du travail taylorisé et de l'autoritarisme, l'explicitation d'un refus de l'exploitation et des inégalités, au nom d'un droit à l'épanouissement personnel, tout cela a convaincu le patronat de la nécessité de procéder à des réformes d'ampleur pour contrecarrer cette lame de fond. Son projet est alors simple : mettre en œuvre tous les moyens susceptibles de minimiser les sources du mécontentement et surtout son expression.

Les assises du Conseil national du patronat français (CNPF) à Marseille, en 1972, posent la question de l'humanisation et de la revalorisation du travail. A la même époque, le gouvernement cherche, lui aussi, des solutions. Il crée l'Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail (Anact), et un secrétariat d'Etat... à la revalorisation du travail manuel. L'objectif officiel est de rendre l'organisation du travail plus attrayante : s'inspirant des expériences scandinaves, les dirigeants d'entreprise introduisent la rotation des tâches, leur élargissement, leur enrichissement et, dans certains cas, ils instaurent des groupes semi-autonomes de production.

Mais, dès le début, le patronat concentre ses efforts sur l'individualisation systématique de la gestion des salariés, véritable cheval de Troie lancé dans la bataille pour inverser un rapport de forces devenu par trop défavorable et lié à l'extension de la classe ouvrière. Conçue pour miner la capacité des salariés à contester de façon massive, cette individualisation prétend satisfaire certaines aspirations manifestées en 1968, telle la prise en compte de la personne, de ses besoins, de son mérite.

C'est alors le début d'une longue série de réformes qui vont significativement transformer la vie au travail sans changer fondamentalement le travail. En ligne de mire, tout ce qui est collectif.

Cela commence au début des années 1970, quand l'introduction des horaires variables ou à la carte individualise l'arrivée et le départ au travail. Cela désoriente les syndicats : ils ne peuvent aller à l'encontre de ce qui est vécu par les salariés comme un desserrement des contraintes, mais ils se trouvent confrontés à un problème de contact avec les salariés et de distribution des tracts. La *revue du CNPF* consacre l'année 1976 comme « *l'an I de l'horaire souple* ».

Dans sa thèse sur l'histoire de l'usine Peugeot de Sochaux, Nicolas Hatzfeld relate de façon magistrale la mise en place de cette stratégie post-68 dont les objectifs sont clairs : « *Démassifier, revaloriser-hiérarchiser, personnaliser* », selon la formule établie par le responsable de la gestion des personnels ouvriers. Il s'agit de « *briser la logique massive qui découle de la conjonction de deux éléments : l'organisation taylorienne du travail d'un côté, et la puissance d'un syndicalisme de classe représenté par la CGT et la CFDT de l'autre côté* ».

Cela s'accompagne de l'individualisation des primes et des augmentations de salaire. C'est à cette époque qu'apparaissent, dans les conventions collectives, des critères qui ne s'appuient plus seulement sur la définition des qualifications requises pour un poste de travail mais également sur les « *compétences des salariés* ». Ils sont appelés « *critères classants* ». La volonté affichée est de moderniser les grilles de classification, mais cette modernisation se fait en brisant les logiques collectives.

L'importance accordée dès le début des années 1970 à la communication d'entreprise, destinée à faire passer d'autres valeurs que celles véhiculées par les organisations syndicales, poursuit le même objectif. Tout comme la mise en place de cercles de qualité, à la même période, anticipant le grand élan participatif. Le patronat veut instaurer des relations directes entre les salariés et leur hiérarchie, afin de marginaliser l'influence des collectifs, décrétés archaïques.

Parachevant cette approche, les années 1990 voient se généraliser les entretiens directs : le salarié s'engage auprès de son supérieur immédiat à réaliser un certain nombre d'objectifs et participe à l'évaluation de ses performances un an plus tard, comme dans une sorte de confessionnal où il doit vanter ses mérites et avouer ses fautes ou ses insuffisances.

Ces évolutions ont conduit à une réelle atomisation remplaçant les anciens rapports sociaux, qui se caractérisaient par l'existence de puissants collectifs informels et par une solidarité de classe, comme l'ont montré les spécialistes de l'histoire sociale de l'entreprise.

Danièle Linhart

## Pendant ce temps-là en Palestine



Le 4 janvier 2025, l'administration américaine a consenti une vente d'armes à Israël pour huit milliards de dollars. Huit milliards de dollars pour perpétuer la boucherie et renouveler les méthodes du massacre industriel. Appeler cette infamie une « guerre » est une ignominie supplémentaire : il faut deux Etats constitués et armés pour que le terme soit idoine. D'aucuns osent contester le terme de génocide ! Il va pourtant falloir en inventer un autre encore, un génocide qui vise plus précisément encore les femmes et les enfants, qui se met en scène de manière festive et obscène sur les réseaux sociaux et ce, pour mieux imposer le silence à la presse occidentale : quel nom cette monstruosité peut-elle porter ? Israël extermine dans un ghetto qu'elle a façonné, perpétuant son rêve expansionniste, et jouissant d'une impunité sidérante. C'est le pays qui tue les femmes et les enfants de manière intentionnelle et organisée, qui détruit méthodiquement un système de santé - les nazis non plus ne voulaient ni malades, ni infirmes -, qui assassine les journalistes, les médecins et soignants, qui affame et coupe l'eau aux faibles survivants mutilés. C'est là ce qui a lieu. La barbarie est non seulement tolérée mais encouragée, parce que financée, et l'extrême droïtisation des esprits ne donne ni visage ni nom aux Arabes exterminés qu'on préfère morts que résistants. On aimerait pouvoir conclure que nous ne nous en remettons pas, mais rien n'est moins sûr, et c'est bien le comble de l'horreur.

## Pendant ce temps-là en Kanaky



En Kanaky et en France s'organisent les soutiens aux prisonniers politiques, ceux déportés en France (plus de 60 dont les 7 de la CCAT) et les très nombreux dans les prisons de Calédonie. Qui ignore que ces otages de l'Etat français pèseront, une fois encore comme en 88, dans les discussions à venir ? Entre les différents partis du FLNKS les discussions sont tendues sur l'analyse des derniers événements, mais aussi sur le comment et avec qui porter les négociations sur l'Indépendance (le terme devient de plus en plus « la pleine souveraineté ») ? quid du dégel du corps électoral ? Reprendre les bases de l'Accord de Nouméa ? Avec l'Etat Français seul ou avec aussi les anti indépendantistes qui n'envisagent pas et n'ont jamais envisagé de vivre en Kanaky ? Sous quelle forme continuer la lutte ? quel a été le prix payé et à payer pour cette affirmation ininterrompue depuis 170 ans de refus du peuple kanak d'un état colonial, d'une mise sous tutelle, d'une mise à l'écart, d'une disparition programmée ? La lutte pour se défaire de la gangue du colonialisme est dure, le peuple kanak le sait, mais sur quels soutiens peuvent encore compter aujourd'hui les peuples colonisés ?

### **PROCHAINE INSTANCES SYNDICALES :**

**5 février, 20-21 février, 12 mars, 11 avril, 14 mai, 4 juin, 4 juillet**

***Les camarades qui souhaitent participer aux instances des 20-21 février recevront une convocation et une autorisation spéciale d'absence établies par nos soins.***

**Permanences : les mercredi de 14h30 à 16h30 au local**

**PROCHAIN CONSEIL SYNDICAL DE L'UNION LDC: 6-9 mai 2025 dans la SARTHE**

**UN BULLETIN D'ADHÉSION EST DISPONIBLE EN LIGNE**